Bonjour à tous,

J'interviens devant vous au nom des syndicats d'entraîneurs professionnels et de l'encadrement technique du Rugby, Basket-Ball, Handball, Football, et Volley-Ball, affiliés CFDT-F3C...

C'est un regroupement qui produit, qui est influent, qui est expert dans le secteur du sport ... et pourtant non encore reconnu et soutenu à ce jour au sein de la CFDT malgré les écrits datant de 2009 par convention, de 2013 par le TOG et de juillet 2014 par décision du Bureau Fédéral.

Pourtant, ces écrits actaient tous à travers le groupement des syndicats d'entraîneurs professionnels :

- ✓ la reconnaissance de nos actions spécifiques auprès de tous nos adhérents.
- ✓ notre capacité à fédérer et regrouper majoritairement les entraîneurs professionnels, qui n'envisagent leur engagement syndical qu'au travers de nos 5 organisations.
- ✓ notre expertise au bénéfice de la représentation CFDT dans son action sur le champ du sport.
- ✓ Et enfin, notre intégration dans l'organisation fédérale.

Notre intervention aujourd'hui se structure en 3 points :

1/ Régulation du sport professionnel et du sport d'élite via le dialogue social de branche et de secteurs.

1/ L'intégration du CDD Spécifique dans la CCNS

Le groupement des entraîneurs a utilisé de toute son expertise et de toute son influence de mars à Octobre 2015 pour convaincre les parlementaires et le Ministre des sports afin que la création du nouveau contrat de travail spécifique, régi par le Code du Sport, soit transposé impérativement par convention et accords collectifs permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- l'Égalité Hommes / Femmes,

afin de favoriser, via le dialogue social, l'émergence du sport d'élite féminin, et à terme une meilleure considération pour l'encadrement féminin.

A ce jour, il n'existe que des textes conventionnels spécifiques dans les principaux sports professionnels masculins, mais aucun pour les féminines et professionnels du sport féminin.

- la création des nouveaux mécanismes de la hiérarchie des normes (avant même la loi sur la réforme du travail actuellement au Parlement, la loi du 27 novembre a déjà créé les nouveaux mécanismes de la hiérarchie des normes dans le sport...)

Dans le sport de compétitions, qu'il soit professionnel ou amateur, la nécessité d'avoir une règle admise par tous est le fondement de l'équité sportive.

Ce « fondement d'unicité » vaut pour les dispositions sociales négociées par les partenaires sociaux d'un secteur sportif (Rugby, Basket-Ball, Handball, Football, Volley Ball, Hockey sur glace). Ces garanties collectives sont également fondamentales dans l'équilibre de tous les secteurs compétitifs et l'équité des compétitions.

Aujourd'hui, la CCNS détermine un socle commun pour le sport professionnel, et les partenaires sociaux des disciplines s'approprient la structuration du secteur dont les principes de fonctionnement restent non définis par le code du travail.

C'est ainsi que le dumping social au niveau d'une entreprise sportive ne doit pas lui permettre d'être plus compétitive ... notamment au travers de son accord d'entreprise.

Une partie impérative dite d'ordre public conventionnel , une partie qui renvoie de manière encadrée à la négociation disciplinaire, et une partie supplétive uniquement pour les entreprises qui ne seraient pas couverts par un accord collectif.

2/ La conférence du sport professionnel du Ministère jeunesse et sports

Le sport est au cœur d'une nouvelle évolution dans son modèle économique et dans la gouvernance à travers le rapport de la Conférence du Sport Professionnel remis au Ministre des Sports le 19 avril et dont l'aboutissement sera une nouvelle proposition de loi à l'initiative du Sénateur Bailly.

Notre groupement a été associé par le Ministre des Sports et, dès le 7 octobre, et pendant 6 mois, divers groupes de travail ont mené une large réflexion pour recommander 67 propositions sur les thèmes suivants

- ✓ Les relations entre les Fédérations et les Ligues Professionnelles : au cœur des enjeux de pouvoir et de gouvernance pour nos groupements ;
- ✓ La Régulation Juridique et Ethique du Sport Professionnel (structuration des clubs, équité entre les acteurs, licence club, « salary cap », statut des arbitres professionnels, les agents sportifs .)
- ✓ La Régulation Financière du Sport Professionnel (sécurisation des investissements, transparence des investissements réalisés dans les clubs, arrivée de nouveaux actionnaires - le contrôle de gestion)
- ✓ La Compétitivité des clubs français au plan européen (diversifier et développer les recettes, améliorer la performance financière, dynamiser le cadre concurrentiel et la compétitivité)
- ✓ La gestion et l'exploitation des enceintes sportives (sécuriser les actifs, promouvoir les investissements, sécuriser les investissements)
- ✓ Le développement du sport professionnel féminin (favoriser la structuration et le développement des ressources financiers, accroître la médiatisation, lutter contre les discriminations)

Notre groupement d'entraîneurs doit dès les prochains jours « pister » le Ministre des Sports ainsi que le rapporteur de la proposition de loi, la Commission des affaires culturelles à l'Assemblée Nationale et la Commission de la communication éducation et culture au Sénat.

C'est une nécessité pour garantir que le développement et la gouvernance du sport se fassent avec les principaux acteurs que sont les sportifs et les entraîneurs.

2/ Le respect et la sauvegarde des conditions d'exercice de notre profession.

1/ Le respect du Code du Sport

Le grand désordre dans le champ du sport aujourd'hui n'est pas uniquement lié au domaine économique ou social, il déborde largement sur le cadre juridique qui fixe les contours de la profession réglementée d'éducateur sportif.

Depuis 2015, la France est soumise par la Commission Européenne à une évaluation mutuelle de sa législation nationale encadrant la profession d'éducateur sportif, qu'elle doit transposer la directive européenne 2013/55/CE relative à la reconnaissance des qualifications, nous avons identifié nos éléments cruciaux pour la profession à savoir :

- l'exercice illégal de personnes sans qualification et l'absence de possession d'une carte professionnelle conformément au Code du Sport,
- les cartes professionnelles délivrées par le Préfet, sans concertation impérative d'experts du métier (groupements d'entraîneurs de la discipline), sans avis argumenté et homogène des experts de la Jeunesse et Sport et des Fédérations,
- l'annexe 2 du Code du Sport attribuant des prérogatives identiques aux titulaires du DES JEPS (Niveau 2) et du DE JEPS ((Niveau 3) performance sportive, fragilisant ainsi la filière de certification sport, menaçant le niveau de compétence des professionnels et affaiblissant la qualité de la pratique sportive et du spectacle sportif et sa sécurité.

Notre groupement s'attache aujourd'hui avec une très grande énergie :

- ✓ La CFDT –via un représentant du groupement des entraîneurs - est la seule organisation représentante de la branche du sport à la Commission de Reconnaissance des Qualifications pour les personnes non titulaires de qualifications française
- ✓ La CFDT –via un représentant du groupement des entraîneurs - est la principale organisation représentante de la branche du sport à la Commission Professionnelle Consultatives des Certifications avec une force d'expertise et de propositions pour réformer la profession réglementée d'éducateur sportif en France
- ✓ à veiller aux responsabilités de l'Etat, des Fédérations sportives, des employeurs et des personnes exerçant sans qualification
- ✓ à réformer avec cohérence le Code du Sport la profession d'éducateur sportif par la Commission Européenne...en réponse à la directive 2013-55 sur la déréglementation de l'encadrement sportif.

3/ Les forces en présence face à la CFDT dans le champ du sport.

1/ Les organisations les plus représentatives en audience et en représentativité.

Ce sont des catégories majeures de partenaires sociaux du sport issues du sport professionnel :

1. le COSMOS dont le Président est le DG de l'UCPF, compte 8 salariés et peut compter sur 70 salariés de clubs et d'unions de clubs disciplinaires pour nourrir ces positions
2. la FNASS (3^{ème} organisation) qui regroupe les syndicats des joueurs du sport professionnel peut compter sur 25 salariés ou spécialistes du sport professionnel
3. le CNOSF (Représentant le mouvement sportif) compte jusqu'à 100 salariés en interne et salariés des fédérations sportives
4. l'ASNLP (représentant les ligues professionnelles) compte jusqu'à 15 salariés en interne et salariés de ligues professionnelles

5. la CFDT (1^{ère} organisation du champ du Sport) peut compter sur 2 salariés à mi temps du pôle Sport et Animation, 1 salarié d'un syndicats d'entraîneurs et un demandeur d'emploi.

4/ Conclusions

En conclusion, je me contenterai de reprendre certains enjeux essentiels, actuels et futurs, déjà énoncés dans cette intervention, et qui font partie de notre feuille de route comme :

- maintenir, voire augmenter la représentativité de la CFDT au sein de la branche du sport CCNS...
- participer au positionnement de la CFDT sur les grandes questions de l'évolution du sport et de ses salariés notamment ceux de l'encadrement sportif...
- contribuer à l'élaboration d'une politique de branche en matière de formation...
- contribuer à la gouvernance du sport pour renforcer son développement sportif et économique, son rayonnement international et son impact social
- défendre la profession réglementée et les conditions d'exercice des professionnels...

Nous réalisons tout ceci grâce à :

- **un Président de syndicat, salarié de la fonction publique, et bénéficiant de temps précieux pour le militantisme syndical...**
- **une salariée de syndicat dont le Président ne compte pas jusqu'à ce jour le temps consacré à la CFDT sur son temps de travail...**
- **et enfin...**
- **à un ex-salarié de syndicat, actuel demandeur d'emploi...**

Ce que nous arrivons à réaliser avec si peu ... c'est un miracle...

Pourtant, si nous étions soutenus, la CFDT dans le sport serait :

- incontournable dans les ministères,
 - incontournable au Parlement,
 - incontournable dans le mouvement sportif,
 - incontournable dans les entreprises et clubs employeurs
- et surtout incontournable auprès des salariés...

En réalité, la CFDT dans le sport est surtout un colosse aux fondations d'argile, à la fois fragiles et sans stabilité.

Nous souhaitons que la Fédération et la CE soutienne tout projet de structuration du groupement des entraîneurs, dont certaines pistes initiés récemment doivent être finalisées dans un court délai...

Nous remercions Marie Hélène, René, Christian et Jérôme pour leur écoute régulière, leur temps consacré à pérenniser nos activités pour la CDFT et nos adhérents.

Nous remercions également Rémi et Victor pour leur assistance inconditionnelle.

Merci de votre écoute et votre attention,

José Ruiz

p/o Groupement des syndicats d'entraîneurs professionnels et de l'encadrement technique